

DÉBAT SUR LES PERSPECTIVES SUITE À LA JOURNÉE DU 24 FÉVRIER SUR L'IMMIGRATION

Comme nous l'indiquions dans l'introduction¹, la journée de débats sur l'immigration a fait apparaître des contradictions sur les orientations à mettre en œuvre pour affronter cette problématique. Les deux textes qui suivent sont deux contributions exprimant des points de vue divergents sur les phénomènes migratoires. Un des buts de ces journées de débats organisées dans le cadre de Solidarités est précisément de faire émerger ce type de discussions. Le débat doit continuer.

Combattre la xénophobie sans arrière-pensée – par Dario Ciprut

Notre débat visait à dégager les grandes lignes d'une politique alternative à la spirale répressive des contrôles des populations migrantes.

Emmanuel Terray² a clairement établi que la difficulté à remettre en question cette dérive tient pour l'essentiel au partage par la « classe politique » d'une vision basée sur :

- le spectre d'un inépuisable flot de migrant-e-s alimenté par une conjoncture économique mondiale où nos pays font figure d'îlots prospères dans un océan de misère,
- l'exigence d'en protéger les ressortissants de nos Etats par une avalanche de mesures administratives et policières toujours nécessaires mais jamais suffisantes,
- l'impératif d'un développement économique des pays d'origine conditionnant tout assouplissement des modalités d'accueil.

En Suisse aussi, ce **consensus politicien** entre partis de gouvernement a imprégné les esprits et érigé l'immigration en bouc émissaire des impasses rencontrées par nos sociétés.

Cette vision se nourrit de **contre-vérités**.

L'émigration ne découle ni logiquement ni historiquement du simple dénuement économique³. Conflits et catastrophes exceptés, sa croissance, lente et régulière, suit l'abaissement des coûts des transports, des communications et les tendances de la démographie. Multifactorielle, l'expatriation ne part pas systématiquement des régions les plus pauvres pour aboutir dans les plus prospères. La mobilité est un droit millénaire, une liberté humaine essentielle conquise sur l'esclavage et le servage.

- L'attrait de nos pays tient moins à l'espoir d'une protection généreuse qu'à la certitude de survivre, souvent au prix d'une précarité scandaleuse, en comblant des besoins économiques et démographiques patents. Les barricades, aux frontières de l'UE ou sous-traitées au-delà, cent fois plus meurtrières que le mur de Berlin, restent des passoires incapables d'arrêter qui a décidé de tenter sa chance ailleurs par désespérance ou, refoulé, est prêt à recommencer.

¹ Voir l'introduction du débat dans le cahier émancipation du No 111 du journal ou dans le présent dossier [Brochure_Immigration_240207.Introduction.pdf](#).

² Voir sa conférence ainsi que le débat qui a suivi dans <http://www.solidarites.ch/dossiers/070224/>. La démonstration qui suit est un condensé de son argumentation.

³ Seule la "désespérance" face aux blocages des sociétés d'origine pousse à franchir volontairement des frontières au prix de sa vie et du racket des passeurs.

- Les fonds rapatriés par les migrant-e-s évitent la captation de l'aide officielle par des élites corrompues ou inefficaces, lui sont supérieurs en volume⁴, et forment souvent la principale source de développement des pays d'origine. Assécher les flux migratoires équivaut à réduire l'aide effective. A ses débuts, le développement économique a de plus tendance à accroître les exodes plutôt qu'à les freiner.

Les populistes n'hésitent pourtant pas à peindre dans l'immigration une vague de fond saturant les capacités d'accueil, déséquilibrant les comptes sociaux, concurrençant les emplois et bousculant les traditions. **Il est impossible de s'opposer efficacement à ce chantage sans critique radicale de sa matrice idéologique.**

Contestant cette démarche, des camarades taxent la revendication de droits spécifiques à la mobilité transfrontalière de moralisme abstrait, d'œcuménisme abandonnant l'électorat autochtone, aux populistes. Dissocier flux migratoires et paupérisation nierait une crue incontournable sans rassurer le « camp des travailleurs », cible prioritaire victime de précarisation. L'**orientation alternative** réduit les déplacements de populations à une recherche de travail décent, les impute abstraitement à la mondialisation financière et suspecte toute nuance de subjectivisme anhistorique. L'afflux de main d'œuvre devient un fléau jumeau des délocalisations ! Sous couvert d'« unité des travailleurs », on noie la lutte spécifique pour les droits professionnels et familiaux des migrant-e-s dans celle de la précarité sur le marché de l'emploi, rendant à tous un bien mauvais service. Pourquoi opposer des combats qui gagnent à leur diversité ? Cet anticapitalisme sommaire conforte des peurs irrationnelles à fins d'audience⁵, décourage les revendications locales sous couvert d'impuissance des Etats, et cache mal le vide des propositions. En cautionnant une vision hostile à des flux perçus comme vecteurs de misère, il ouvre un boulevard à la xénophobie.

C'est pourquoi nous persistons à penser que l'emprise sur une opinion hypnotisée par le dogme central des politiques actuelles de l'immigration, sa contamination des fractions de la gauche sensibles à l'argument socio-protectionniste, font du **combat de ce verrou conceptuel une priorité.**

Nous invitons qui partage cette conviction à élaborer ensemble, dans le cadre du large regroupement unitaire ayant combattu les lois sur l'Asile et les Etrangers⁶, une **charte fédératrice des libertés pour les migrants** préconisant sans ambiguïté de :

- réfuter le chantage populiste au raz-de-marée,
- dénoncer l'irréalisme des stratégies de maîtrise,
- organiser le retour aux libertés de circulation et d'établissement.

Pour collaborer à cette initiative, contacter par e-mail l'adresse suivante : Charte_immigration@cisl.ch

⁴ L'aide des pays de l'OCDE aux pays en développement était en 2006 de 100 milliards de dollars, alors que l'annuité de leur dette en comporte 360. Les transferts des travailleurs migrants des pays développés atteignaient 230 milliards, voire 575 réseaux traditionnels compris (*Le Monde* 16 août 2007).

⁵ Rappelons que Laurent Fabius s'est distingué en France en prétendant que Le Pen posait les bonnes questions auxquelles les socialistes se devaient simplement d'amener des réponses adéquates. La réponse est hélas souvent sous-entendue dans la question.

⁶ [Voir l'appel à l'initiative de la Coordination contre l'Exclusion et la Xénophobie.](#)

Des revendications abstraites ou des perspectives ? par Christian Tirefort

Pour se mettre d'accord sur des perspectives, il faut commencer par une « analyse concrète de la situation concrète » commune. Le cahier émancipation de SolidaritéS paru en été a fait apparaître des divergences, c'est pourquoi la partie perspectives a dû être reportée.

Le lecteur averti pourra constater que « deux écoles » se confrontent. La première voit l'immigration comme un phénomène subjectif, les facteurs structurels seraient secondaires. Il s'agirait dès lors de faire triompher la tolérance et la liberté de circuler. La deuxième voit l'immigration comme un phénomène structurel, ne ressortant plus de choix individuels mais de contraintes liées à diverses causes, chacune de ces causes donnant un type d'immigré : demandeurs d'asile, sans papier ou travailleurs migrants.

Apparemment ces « deux écoles » devraient pouvoir se mettre de suite d'accord sur des objectifs minima, appelés perspectives. Ce n'est malheureusement pas si simple. Pour cela il faut aussi avoir un point de vue commun sur les évolutions du phénomène, parce qu'elles dicteront les politiques. A mon avis, les flux migratoires s'intensifieront sous plusieurs impulsions :

- Tout indique que les contradictions politiques se développeront, cela sera une source intarissable de demandes d'asile
- les demandes d'asile croîtront également, paradoxalement comme conséquence du durcissement des conditions d'accueil dans les pays dits développés
- les décalages entre les régions « riches » et les pauvres se creuseront encore, cela suscitera des migrations « économiques » interrégionales et internationales parfois massives.

Les pays d'accueil d'une partie de l'immigration, soit les pays européens et l'Amérique du Nord ont tous une politique restrictive et discriminative pour tenter d'enrayer, ou de contrôler les flux migratoires. Ils se basent tous sur la peur dite du « raz-de-marée » relayée par l'extrême droite. Les immigrés seraient des paresseux qui viendraient profiter de nos bonnes conditions de travail et de nos prestations sociales Une facette plus évoluée, ou plutôt plus inconsciente de cette peur est le refus de considérer que le « marché du travail » s'est mondialisé, qu'il n'y a donc plus de frontière pour les travailleurs, et que la politique d'immigration doit partir de ce fait.

La question du raz-de-marée se pose-t-elle ? Ceux qui en ont peur invoquent deux raisons : la perte des identités pour l'extrême droite, les arguments péjorant les lois sur l'immigration pour les « humanistes ». Tout à fait involontairement certains de ces derniers vont jusqu'à utiliser l'argument de la misère qui nous protégerait pour répondre à l'extrême droite... comme si le maintien de cette misère était souhaitable !

La réalité est que la misère est un frein pour l'immigration des pays très pauvres aux pays très riches généralement très éloignés, mais elle n'est aucunement un frein pour les immigrations des pays très très pauvres aux pays un peu moins pauvres. Les émigrants des pays très très pauvres n'ont en effet pas les moyens de se payer les passeurs jusque vers les pays dits riches.

La théorie du raz-de-marée doit être laissée à l'extrême droite, et nous devrions nous occuper de nos problèmes : il y aura poursuite des flux migratoires, les lois tendant à les restreindre ne font que durcir les conditions pour les immigrés, et, surtout, tendanciellement divisent les autochtones et les immigrés, de ce fait divisent le camp des travailleurs. Or nous n'obtiendrons jamais des meilleures conditions pour les immigrés si le camp des travailleurs est divisé. Cela doit être notre but.

La confusion entre buts à atteindre et perspectives est souvent entretenue. Dès lors les perspectives deviennent une longue liste de revendications toutes plus belles les unes que les autres, mais aussi sans vie. Il faut éviter cette confusion

En général les perspectives, souvent formulées sous forme de « revendications », ne posent pas de problème. Par exemple tout le monde à gauche ou dans les milieux humanitaires est d'accord sur les principes de la libre circulation des personnes et de l'unité des travailleurs. Tout le monde est d'accord pour intégrer ces principes sous forme de lois ou de fondements constitutionnels.

Les difficultés ne commencent qu'avec le constat que revendiquer ne suffit pas, il faut des stratégies pour imposer les revendications, et ces stratégies portent sur l'appréciation du politique, des rapports sociaux, des forces sociales sur lesquelles s'appuyer. Dans les milieux s'occupant d'immigration rien n'est clair sur ces questions, c'est la raison de nos échecs.

Le premier but de notre stratégie doit être l'unité des travailleurs. Sans elle rien n'est possible, pour les immigrés et pour les travailleurs du monde entier.